Publication: mardi 2 avril 2013 08:36

AFP, 2 avril 2013

Mots-clés : senat

Critiqué de toute part, le gouvernement revient sur son projet de réforme des collectivités -Papier Général, Prev

Par Jean-Louis PREVOST

PARIS, 02 avr 2013 (AFP) - Face aux critiques suscitées jusque dans les rangs socialistes, le gouvernement a finalement décidé de revoir sa copie sur sa grande réforme des collectivités, à quelques jours seulement de sa présentation prévue en Conseil des ministres, le 10 avril. Devant les sénateurs socialistes, très réticents, lean-Marc Ayrault a annoncé mardi que l'exécutif allait déposer trois textes distincts, et non plus un seul, dont l'examen par le Parlement sera étalé dans le temps.

Parlement sera étalé dans le temps.

"Compte tenu de la lourdeur, de la complexité lorsqu'on s'attaque au grand chantier des collectivités, il y aura trois parties dans ce texte", a ensuite confirmé le Premier ministre devant la presse.

"La première partie sera consacrée aux métropoles Paris, Lyon, Marseille, mais aussi les grandes métropoles de province et les grandes villes", a-t-il détaillé. "La deuxième partie aux régions (...) et un troisième texte se consacrera aux solidarités territoriales qui concernent notamment l'avenir des compartements, l'avenir des communes et des intercommunautés et qui bouclera cette grande réforme de la décentralisation qui donnera à nos territories cette dynamique dont ils ont besoin", a-t-il ajouté.
"Tout cela dans un pacte financier, dont la négociation a commencé et qui devrait être terminée avant la fin de l'année", a précisé le Premier ministre.
"C'est un texte d'ensemble qui sera présenté le 10 avril au Conseil des ministres, et nous commencerons en quelque sorte par un premier étage qui est celui des grandes métropoles, commencerons en quelque sorte par un premier étage qui est celui des grandes métropoles,

commencerons en quelque sorte par un premier étage qui est celui des grandes métropoles, un deuxième texte en octobre sur les régions, et ensuite viendra (celui sur) les solidarités